



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GERS

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°32-2020-033

PUBLIÉ LE 3 AVRIL 2020

# Sommaire

## **PREF-DSRHM**

32-2020-04-03-005 - Arrêté portant autorisation dérogatoire d'ouverture du marché alimentaire de la commune de MAUVEZIN (4 pages)

Page 3

PREF-DSRHM

32-2020-04-03-005

Arrêté portant autorisation dérogatoire d'ouverture du  
marché alimentaire de la commune de MAUVEZIN

**Arrêté portant autorisation dérogatoire  
d'ouverture du marché alimentaire de la commune de MAUVEZIN**

LA PRÉFÈTE DU GERS,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-17 ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date 08 décembre 2017 portant nomination de Mme Catherine SEGUIN, préfète du Gers ;

Vu la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du COVID-19 ;

Vu le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu la demande du Maire valant avis en date du 31 mars 2020 ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, pour une durée de deux mois, sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Considérant qu'afin de prévenir la propagation du virus COVID-19, le Premier ministre a, au III de l'article 8 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 pris sur le fondement des dispositions de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique, interdit jusqu'au 15 avril 2020 la tenue des marchés, couverts ou non et quel qu'en soit l'objet ; que toutefois, par les mêmes dispositions, le Premier ministre a habilité le représentant de l'Etat après avis du maire, à accorder une autorisation d'ouverture de certains marchés alimentaires ;

Considérant que le marché de MAUVEZIN dessert une population de plus de 2 250 personnes résidant dans la commune, que la commune ne dispose que d'un supermarché, d'une supérette et d'une boulangerie ouverte et deux boucheries, que le marché constitue une part complémentaire et indispensable de l'offre nécessaire à l'approvisionnement de la zone de chalandise, permettant à cette population de s'approvisionner en limitant les déplacements tant en durée qu'en distance, offre réduite de surcroît par l'arrêt du marché du lundi ; que le maintien de l'activité de vente au public de produits alimentaires au sein du marché de MAUVEZIN répond ainsi à un besoin

avéré d'approvisionnement de la population ; que son ouverture doit donc être maintenue jusqu'à nouvel ordre, sous réserve de la mise en place d'une organisation et de contrôles de nature, d'une part, à garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, définies au niveau national et, d'autre part, l'interdiction de rassemblement de plus de 100 personnes ;

Considérant les dispositions mises en place par Monsieur le Maire de la commune de MAUVEZIN pour garantir le respect des mesures de prévention édictées dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en :

- limitant le nombre de commerçants à 7, les étals étant distants de plus de quatre mètres entre eux,
- en s'assurant que la profondeur des étals permet de garantir le respect des distanciations sociales conformément à un plan joint à sa demande,
- en indiquant par un dispositif associant barrières et marquage au sol, un sens de circulation et des repères permettant que les clients ne se croisent pas et respectent la distanciation sociale dans les files d'attente,
- en réalisant un contrôle durant le marché de la bonne application de ces mesures.

Vu l'urgence ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Gers ;

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : La tenue du marché alimentaire de MAUVEZIN les samedis de 08h00 à 13h00 est autorisée à titre dérogatoire durant la période d'état d'urgence sanitaire, sous réserve de la mise en place des mesures précisées à l'article 2 ;

Article 2 : Conformément à l'avis de Monsieur le Maire de MAUVEZIN, le marché sera limité à 7 commerçants. La fréquentation simultanée sera limitée à vingt-cinq clients. Cette disposition sera contrôlée par un agent municipal.

Le marché respectera les prescriptions du guide méthodologique annexé au présent arrêté.

Les étals seront organisés de manière à éviter les rassemblements et permettront de garantir la distance de plus de 4 m entre les usagers et les commerçants. Un dispositif associant barrières et marquage au sol imposera un sens de circulation, afin que les clients ne se croisent pas ; le dispositif matérialisera les règles de distanciation sociale dans les files d'attente. Il sera offert la possibilité de se laver les mains ou à défaut d'utiliser des solutions hydro-alcooliques. Le rappel des gestes barrière fera l'objet d'un affichage.

Article 3 : Les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, définies au niveau national, doivent être observées en toute circonstance par l'ensemble des personnes présentes sur le lieu du marché.

Article 4 Les commerçants sont tenus de prendre, à titre individuel, toute disposition permettant de garantir, aux clients présents l'effectivité des mesures de prévention du risque sanitaire.

Article 5 : le Maire de la commune de MAUVEZIN est chargé de veiller aux respects des dispositions de la présente autorisation.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions prises dans l'organisation du marché pour garantir le respect des mesures de prévention du risque sanitaire lié à la maladie COVID-19 entraînera la fermeture immédiate et le retrait de la dérogation.

Article 7 : Cette autorisation entre en vigueur dès l'accomplissement des mesures de publicité ;

Article 8 : Dans un délai de deux mois à compter de la publication et la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux adressé à Mme la Préfète du Gers, place du Préfet Erignac, 32000 Auch. Dans ce cas le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.
- soit un recours contentieux en saisissant le Tribunal Administratif de Pau. Ce dernier peut également être saisi à partir de l'application informatique Télérecours accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 9 La Secrétaire Générale de la préfecture du Gers, le maire de la Commune de MAUVEZIN, le commandant de groupement de la gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cet arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers, notifié au maire de la commune de MAUVEZIN et affiché pendant toute la durée de la dérogation à la mairie. Enfin une copie de la présente décision sera communiquée à Madame la Procureure de la République d'Auch.

Fait à Auch, le - 3 AVR. 2020



La Préfète

Catherine SÉGUIN

